



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 15 mars 2001
Pour être diffusé à 8 h 30

ENQUÊTE SUR LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE

2

- La position des avoirs et des dettes des unités familiales a varié considérablement en 1999. Dans l'ensemble, les Canadiens étaient endettés d'environ 16 \$ pour chaque tranche d'avoir de 100 \$. L'endettement des familles monoparentales, dont la plupart avaient une femme à leur tête, s'établissait à près du double de celui de la moyenne nationale. Les familles ayant à leur tête une personne âgée de 65 ans et plus avaient le fardeau de la dette le plus faible.
- La résidence principale des Canadiens, qui représentait 38 % de l'avoir total, a constitué, en 1999, l'avoir non financier le plus important. L'avoir financier le plus important était le régime enregistré d'épargne-retraite des Canadiens qui constituait 12 % de l'avoir total. Les hypothèques ont représenté plus des trois quarts de la dette totale.
- En 1999, la valeur nette médiane estimée de toutes les unités familiales, c'est-à-dire les personnes seules et les familles de deux personnes ou plus, s'établissait à 81 000 \$.
- Dans l'ensemble, 10 % des unités familiales ayant la valeur nette la plus élevée détenaient 53 % de tout le patrimoine des particuliers au pays en 1999.
- Après avoir traité les données pour les rendre comparables, on constate que la valeur médiane nette de toutes les unités familiales a augmenté d'environ 11 % de 1984 à 1999 en dollars constants de 1999. Au cours de cette période, la valeur nette s'est accrue considérablement pour les unités familiales ayant à leur tête une personne âgée de 65 ans et plus, mais elle est demeurée presque inchangée pour les jeunes couples ayant des enfants.
- Le nombre d'unités familiales devant rembourser des prêts étudiants a presque triplé de 1984 à 1999 pour atteindre 1,4 million. Les prêts étudiants ont représenté un important fardeau de la dette pour les familles plus jeunes.

NOUVEAUX PRODUITS

8



Enquête sur la sécurité financière

1999

Les données de l'Enquête sur la sécurité financière de 1999 paraissent aujourd'hui. Cette enquête brosse le tableau statistique le plus complet de la valeur nette du patrimoine des Canadiens.

Cette enquête, menée auprès de quelque 16 000 ménages répondants, a recueilli de l'information sur les avoirs et les dettes des familles et des personnes seules de mai à juillet 1999. Elle a permis d'obtenir des données sur la valeur des principaux avoirs financiers et non financiers ainsi que sur les montants dus au regard des hypothèques, des véhicules, des cartes de crédit, des prêts étudiants et des autres dettes.

L'enquête a permis de constater qu'en 1999 les Canadiens, dans l'ensemble, étaient endettés en moyenne, selon les estimations, de 16 \$ pour chaque tranche d'avoir de 100 \$. Toutefois, le fardeau de la dette était beaucoup plus élevé pour certains types de familles comme les familles monoparentales, dont la plupart avaient une femme à leur tête.

L'endettement des Canadiens était évalué à 458 milliards de dollars, dont les trois quarts sous forme d'hypothèques. Les prêts associés à la propriété des véhicules automobiles s'élevaient à environ 29 milliards de dollars, soit 6 % du total, tandis que les dettes de prêts étudiants (3 %) et les dettes liées aux cartes de crédit (3 %) ont chacune dépassé les 14 milliards de dollars.

Les avoirs totaux, qui comprennent tout, du capital-actions et obligations aux résidences principales, s'élevaient à près de 2,9 billions de dollars. La résidence principale, qui représentait environ 38 % de l'avoir total, constituait l'avoir non financier le plus important des Canadiens. Leur avoir financier le plus important était leur régime enregistré d'épargne-retraite (REER) qui représentait 12 % de tous les avoirs. (La valeur des prestations de régimes de pension offerts par l'employeur n'a pas été utilisée dans le calcul de l'avoir.)

La valeur nette médiane des quelque 12,2 millions d'unités familiales du Canada était d'environ 81 000 \$. Cela signifie que la moitié des unités familiales avaient une valeur nette supérieure à ce montant et l'autre moitié, une valeur nette inférieure. La valeur nette correspond au montant qu'une personne ou une famille encaisserait après avoir vendu tous ses avoirs et réglé toutes ses dettes.

Il existait, en 1999, des différences considérables sur le plan de la répartition de la valeur nette au sein des unités familiales. Dans l'ensemble, la tranche de 10 % des unités familiales ayant la valeur nette la plus élevée détenait 53 % de tout le patrimoine des particuliers

Note aux lecteurs

L'Enquête sur la sécurité financière est la première enquête sur les avoirs et les dettes menée par Statistique Canada depuis 1984. Elle a été mise au point grâce au soutien de Développement des ressources humaines Canada, de la Société canadienne d'hypothèques et de logement et d'Industrie Canada. L'information a été recueillie de mai à juillet 1999 auprès de quelque 16 000 ménages répondants.

La plupart des données sur les avoirs et les dettes ont été recueillies pour l'unité familiale et non pour chaque personne qui en fait partie. L'expression «unité familiale» comprend à la fois les personnes seules et les familles de deux personnes ou plus. Les familles de deux personnes ou plus, désignées familles économiques, sont définies comme étant un groupe de deux personnes ou plus vivant dans le même logement et qui sont liées soit par le sang, le mariage, l'union libre ou l'adoption.

Il importe de signaler que la valeur des prestations des régimes de retraite offerts par l'employeur n'a pas servi à calculer les avoirs. Celle-ci sera traitée dans une diffusion ultérieure, à l'automne 2001.

en 1999. Les 10 % se situant dans la tranche inférieure de l'échelle de la valeur nette détenaient en fait une valeur nette négative, leurs dettes étant supérieures à leurs avoirs. Par comparaison, la tranche de 10 % des familles américaines les plus riches détenait près des deux tiers de tout le patrimoine des particuliers selon les données de 1998 des États-Unis.

Les résultats de l'enquête ont révélé que la valeur nette augmente selon le revenu et aussi en fonction du nombre de personnes gagnant un revenu dans une famille, de l'âge, du niveau de scolarité et du type de profession.

L'endettement était le plus faible chez les personnes âgées

Dans l'ensemble, les Canadiens avaient, en 1999, 16 \$ en moyenne de dettes pour chaque tranche d'avoir de 100 \$. Toutefois, cet endettement variait beaucoup selon les familles et les personnes seules dans certains groupes d'âge.

Les familles monoparentales, dont la plupart avaient une femme à leur tête, étaient endettées d'un montant correspondant à près du double de celui de la moyenne nationale, soit environ 29 \$ pour chaque tranche d'avoir de 100 \$. Les familles biparentales avec enfants devaient 23 \$ pour chaque tranche d'avoir de 100 \$.

L'endettement le plus faible a été observé au sein des unités familiales au sein desquelles la personne touchant le revenu avant impôt le plus élevé était une personne âgée de 65 ans et plus. L'endettement des unités familiales de personnes âgées s'établissait à seulement 3 \$ pour chaque tranche d'avoir de 100 \$. Les hommes âgés seuls ne devaient que 2 \$ pour

chaque tranche d'avoir de 100 \$, et les femmes âgées ne devaient que 1 \$. Les données suggèrent que ces unités familiales ont réglé la plupart de leurs dettes au cours de leur vie tout en accumulant des avoirs.

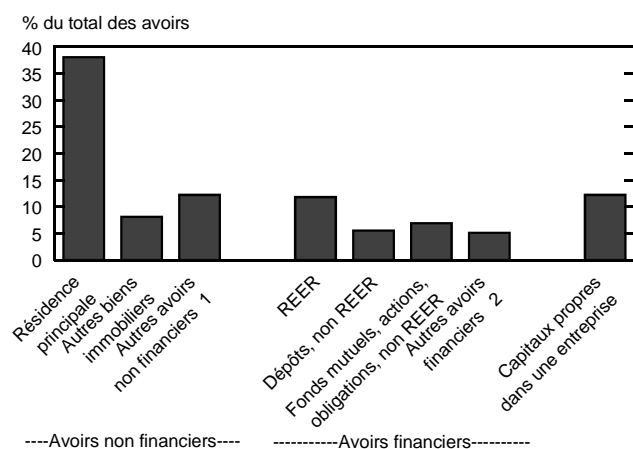
L'endettement pesait le plus lourdement sur les plus jeunes. Les unités familiales dont le principal soutien économique avait moins de 25 ans devaient 31 \$ pour chaque tranche d'avoir de 100 \$. Toutefois, l'endettement des unités familiales appartenant à ce groupe d'âge qui n'étaient pas propriétaires de leur résidence principale montait en flèche à 53 \$ pour chaque tranche d'avoir de 100 \$, principalement à cause des prêts étudiants.

Parmi le groupe des 25 à 34 ans, les personnes qui ont contracté une hypothèque avaient le fardeau de la dette le plus lourd, soit 46 \$ pour chaque tranche d'avoir de 100 \$. Environ 85 % de cette dette était attribuable à l'hypothèque sur leur résidence principale.

Composition des avoirs et des dettes

Pour les besoins de l'enquête, les avoirs sont répartis en trois catégories principales: les avoirs financiers, comme les REER, le capital-actions, les obligations et les fonds communs de placement constituaient 29 % de l'avoir total; les avoirs non financiers comme la résidence principale, les autres biens immobiliers, les véhicules achetés et le contenu de la résidence représentaient un peu plus de 58 % de l'avoir et le reste, environ 12 %, était constitué de capitaux propres dans une entreprise.

La résidence principale est l'avoir le plus important



1 Comprennent les véhicules.

2 Comprennent les autres régimes enregistrés.

Du total de l'avoir financier, 40 % était détenu dans des REER. Un pourcentage de 55 % des unités familiales possédaient un REER. Cette proportion a

atteint 71 % des unités familiales dont le principal soutien économique était âgé de 45 à 54 ans. Parmi les unités familiales ayant un REER, le montant médian de celui-ci était de 20 000 \$. Pour les unités familiales ayant à leur tête une personne âgée de 55 à 64 ans, la médiane a atteint 50 000 \$.

Les résidences principales ont représenté 65 % des avoirs non financiers. Environ 60 % des unités familiales étaient propriétaires de leur logement. Cette proportion était la plus faible (36 %) pour les unités familiales au sein desquelles la personne touchant le revenu le plus élevé était âgée de moins de 35 ans. La proportion passait à 75 % lorsque l'unité familiale avait à sa tête une personne âgée de 55 à 64 ans.

L'hypothèque grevant la résidence principale constituait 66 % de l'endettement des unités familiales. Le reste de la dette prenait la forme de prêts étudiants et de crédit à la consommation qui comprend les prêts automobiles, les cartes de crédit et les marges de crédit.

Une proportion de 12 % des unités familiales ont déclaré des prêts étudiants. Cette proportion s'élevait à 31 % des unités familiales dans lesquelles le principal soutien économique était âgé de moins de 25 ans. Le prêt étudiant médian des unités familiales en ayant déclaré un était d'environ 7 300 \$.

Les prêts étudiants ont représenté 52 % de l'endettement des unités familiales ayant à leur tête une personne âgée de moins de 25 ans et qui n'étaient pas propriétaires de leur résidence principale.

Des dettes liées aux cartes de crédit et au crédit à tempérament ont été déclarées par 50 % des unités familiales dans lesquelles le principal soutien économique était âgé de 25 à 34 ans. Les groupes plus âgés étaient beaucoup moins touchés par ce genre de dettes. Seulement 15 % des personnes ou des familles ayant une personne âgée à leur tête ont déclaré des dettes liées à des cartes de crédit ou au crédit à tempérament.

Valeur nette: écarts importants sur le plan de la répartition

La valeur nette médiane estimée des 12,2 millions d'unités familiales canadiennes en 1999 s'élevait à 81 000 \$.

L'enquête a classé les unités familiales en dix groupes (déciles) par ordre décroissant de la valeur nette, ce qui a permis de constater un écart important entre les unités familiales du premier et du dernier groupe.

Les unités familiales appartenant à la tranche de 10 % supérieure avaient une valeur nette médiane de 703 500 \$. Les unités familiales de la tranche de 10 % inférieure ont enregistré une valeur nette

négative d'environ -2 100 \$, ce qui signifie que leur endettement était supérieur à leurs avoirs.

La moitié des unités familiales au palier supérieur de l'échelle détenaient 94 % de toute la valeur nette des particuliers en 1999, tandis que l'autre moitié détenait 6 % du patrimoine net des particuliers.

Répartition de la valeur nette par décile

Déciles (unités familiales classées selon la valeur nette)	Valeur nette totale %	Valeur nette médiane \$
Ensemble des unités familiales	100	81 000
10 % inférieur	-	-2 100
Deuxième 10 %	-	3 100
Troisième 10 %	1	14 300
Quatrième 10 %	2	35 500
Cinquième 10 %	3	64 700
Sixième 10 %	5	101 500
Septième 10 %	8	152 600
Huitième 10 %	11	220 800
Neuvième 10 %	17	338 100
10 % supérieur	53	703 500

-- Nombres infimes.

Les familles de personnes âgées avaient la valeur nette médiane la plus élevée

Afin d'examiner davantage la valeur nette médiane, l'enquête a réparti les unités familiales en deux vastes catégories. Tout d'abord, les familles économiques – groupes de deux personnes ou plus vivant dans le même logement et qui sont liées soit par le sang, le mariage, l'union libre ou l'adoption – ensuite, les personnes seules – celles qui vivent seules ou avec une personne avec laquelle elles ne sont pas apparentées.

L'estimation de la valeur nette médiane des familles économiques de deux personnes ou plus s'élevait à 119 300 \$ en 1999. De nouveau, la valeur nette médiane varie considérablement selon les différents types de familles économiques.

Les familles dont le principal soutien économique était une personne âgée ont enregistré la valeur nette la plus élevée de tous les types d'unités familiales (202 000 \$). Le fait que bon nombre de personnes âgées vivent dans leur propre maison, libre de toute hypothèque, explique en grande partie cette situation. Toutefois, il ne faudrait pas en conclure pour autant que toutes les familles de personnes âgées ont une valeur nette relativement élevée ou des revenus relativement importants. Le revenu médian après impôt des familles de personnes âgées était de 32 000 \$, soit près de 14 000 \$ de moins que celui des familles plus jeunes.

La valeur nette médiane des familles monoparentales était considérablement plus faible, soit 14 600 \$. Les couples ayant des enfants âgés de

moins de 18 ans avaient une valeur nette médiane beaucoup plus élevée de 100 500 \$. En outre, les familles monoparentales avaient, en 1998, un revenu après impôt médian beaucoup plus faible, soit 21 800 \$ comparativement à 48 400 \$ pour les familles biparentales ayant des enfants âgés de moins de 18 ans.

Répartition des types de famille selon la valeur nette médiane et du revenu médian

Type de famille	Valeur nette médiane \$	Revenu médian après impôt en 1998
Ensemble des unités familiales	81 000	33 400
Familles économiques de deux personnes ou plus	119 300	43 000
Familles de personnes âgées	202 000	32 000
Familles autres que de personnes âgées	105 500	45 800
Couples seulement ¹	125 800	44 800
Couples ayant des enfants de moins de 18 ans	100 500	48 400
Familles monoparentales	14 600	21 800
Familles autres que celles de personnes âgées	151 000	52 300
Personnes seules	21 700	16 700
Personnes âgées, hommes	111 100	17 700
Personnes âgées, femmes	76 600	15 300
Autres que personnes âgées, hommes	11 200	19 800
Autres que personnes âgées, femmes	12 000	15 600

¹ Sans enfants à la maison.

Personnes seules: les hommes âgés ont enregistré la valeur nette médiane la plus élevée

Les personnes seules avaient une valeur nette médiane de 21 700 \$ en 1999. Ce niveau était beaucoup plus faible que la valeur nette des familles économiques surtout en raison du revenu. Un taux de 20 % des personnes seules âgées de moins de 65 ans ne gagnaient aucun revenu, comparativement à seulement 7 % des familles autres que celles de personnes âgées de deux personnes ou plus. De plus, environ 71 % des familles autres que celles de personnes âgées touchaient au moins deux revenus d'emploi.

Sur le plan de la valeur nette, les hommes seuls âgés avaient une situation bien plus avantageuse que leurs homologues plus jeunes. La valeur nette médiane d'un homme seul âgé en 1999 s'établissait à 111 100 \$ comparativement à seulement 11 200 \$ pour les hommes seuls du reste de la population.

De même, les femmes seules âgées avaient une valeur nette médiane de 76 600 \$ comparativement à seulement 12 000 \$ pour leurs homologues de moins de 65 ans.

Les provinces: les familles ontariennes ont enregistré la valeur nette médiane la plus élevée

Parmi les provinces, la valeur nette médiane était la plus élevée en 1999 pour les unités familiales de l'Ontario (101 400 \$). Les familles de Terre-Neuve ont enregistré la valeur nette médiane la plus faible, cette dernière se situant à environ 53 000 \$.

Les niveaux de revenu expliquent la majeure partie de la grande variation de la valeur nette. À Terre-Neuve, 31 % des unités familiales touchaient un revenu après impôt de moins de 20 000 \$ en 1998 comparativement à seulement 21 % des unités familiales ontariennes.

À Terre-Neuve, 73 % des unités familiales étaient propriétaires de leur résidence principale, la plus forte proportion parmi les provinces. Toutefois, la valeur médiane de leur logement (60 000 \$) correspondait à moins de la moitié de la médiane nationale de 125 000 \$.

Valeur nette médiane selon la province

	Unités familiales	Propriétaires d'une résidence principale	Revenu inférieur à 20 000 \$ ¹	Valeur nette médiane
		%	%	\$
Ensemble des provinces	100	60	26	81 000
Terre-Neuve	2	73	31	53 000
Île-du-Prince-Édouard	-	67	30	76 100
Nouvelle-Écosse	3	64	32	68 100
Nouveau-Brunswick	2	70	31	65 400
Québec	26	55	31	61 300
Ontario	37	60	21	101 400
Manitoba	4	64	28	79 300
Saskatchewan	3	69	30	97 300
Alberta	9	66	24	95 400
Colombie-Britannique	14	58	28	94 800

¹ Revenu familial après impôt en 1998.

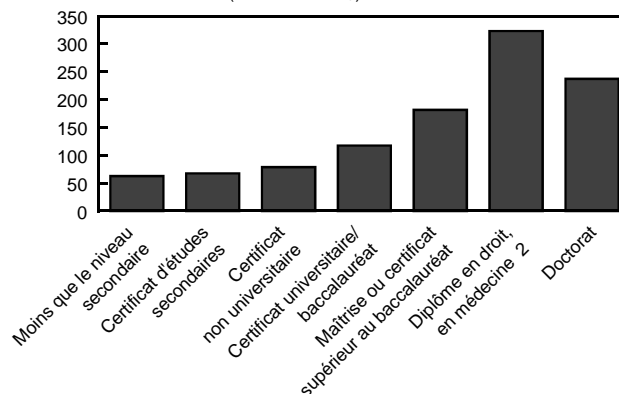
-- Nombres infimes.

Le niveau de scolarité a constitué l'un des déterminants les plus importants de la valeur nette

Le niveau de scolarité a constitué l'un des déterminants les plus importants de la valeur nette. Les unités familiales au sein desquelles la personne seule ou le principal soutien économique n'a pas terminé ses études secondaires avaient une valeur nette médiane de 62 500 \$. Lorsque le principal soutien économique détenait un baccalauréat, la valeur nette médiane doublait presque, à 117 500 \$.

Le niveau de scolarité¹ est un déterminant

Valeur nette médiane (en milliers de \$)



¹ Pour les familles, fait référence au principal soutien économique.

² Comprend également les diplômés en dentisterie, en médecine vétérinaire et en optométrie.

La valeur nette médiane s'élevait à 323 000 \$ lorsque la personne seule ou le principal soutien économique détenait un diplôme professionnel en droit, en médecine, en dentisterie, en médecine vétérinaire ou en optométrie.

Si on examine la situation sous un autre angle, l'unité familiale dont le principal soutien économique avait un baccalauréat avait une valeur nette médiane 70 % plus élevée que celle d'un détenteur d'un certificat d'études secondaires. Une personne détentrice d'une maîtrise avait une valeur nette médiane de 2,7 fois plus élevée, et une personne détentrice d'un doctorat, 3,5 fois plus élevée.

La profession constitue également un déterminant clé

La profession, tout comme le niveau de scolarité, constitue un déterminant clé de la valeur nette. Les unités familiales au sein desquelles la personne seule ou le principal soutien économique occupait une profession de gestionnaire avaient la valeur nette la plus élevée. Les personnes dont la famille enregistrait la valeur nette la plus faible travaillaient dans les ventes et les services. Cette catégorie comprend les travailleurs en garderie, les préposés à la vente au détail, les caissiers, les chefs, les cuisiniers et les préposés au service des aliments et boissons, les préposés aux services de protection, aux services de voyage et d'hébergement.

Ici encore, il est possible d'établir un lien entre le revenu et la valeur nette. La plupart des personnes occupant des professions auxquelles correspondaient un revenu après impôt plus élevé avaient également une valeur nette plus élevée. Cela n'était pas le cas pour les personnes travaillant dans des professions liées à

l'industrie primaire, notamment les personnes travaillant dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche et de la foresterie, à l'exception des manoeuvres. La valeur nette de ces personnes est moins liée à leur revenu récent qu'à leur participation aux capitaux propres dans une entreprise, c'est-à-dire, la valeur des biens et du matériel requis pour exploiter leur entreprise.

De plus, les travailleurs autonomes avaient une valeur nette plus élevée que les salariés. Les unités familiales dont le principal soutien économique a touché des revenus d'un emploi autonome avaient une valeur nette médiane de 216 200 \$, soit environ trois fois plus que le niveau de 71 300 \$ des salariés.

Cette différence n'était pas tant associée au revenu qu'au fait que la participation aux capitaux propres dans une entreprise constituait un actif beaucoup plus important pour le travailleur autonome que pour le salarié. Les capitaux propres dans une entreprise ont représenté 33 % de l'avoir total des travailleurs autonomes, comparativement à seulement 8 % dans le cas des salariés.

Perspective historique: changements survenus de 1984 à 1999

Les résultats de la comparaison entre les estimations de 1999 et celles de 1984 lorsque ce type d'enquête a été menée pour la dernière fois doivent être examinés avec prudence pour deux raisons. Tout d'abord, il existait des différences dans le contenu et la méthode de collecte de l'information entre les enquêtes de 1984 et de 1999. Deuxièmement, au cours de cette période, des changements importants sont survenus dans l'économie, dans la structure des familles, dans les options et stratégies de placement et dans le système fiscal.

Pour permettre la comparaison des données des deux années, il a fallu supprimer trois postes de l'enquête de 1999 parce que ceux-ci n'étaient pas inclus dans l'enquête de 1984. Il s'agit des postes suivants: l'ameublement et les articles de maison, les objets de collection et les objets de valeur ainsi que les rentes et les fonds enregistrés de revenus de retraite. Toutes les comparaisons entre 1984 et 1999 ont été effectuées en dollars constants de 1999.

Sur une base comparable, la valeur nette médiane globale pour toutes les unités familiales a progressé d'environ 11 %, passant de 58 400 \$ en 1984 à 64 600 \$, en dollars constants de 1999. Au cours de cette même période, les estimations du revenu après impôt des unités familiales sont demeurées pratiquement inchangées.

Toutes les unités familiales n'ont pas participé également à cette augmentation de la valeur nette

médiane. La valeur nette médiane des unités familiales appartenant à la tranche de 20 % la plus élevée de la population s'est accrue de 39 % pour atteindre 403 500 \$, tandis que la valeur nette des unités familiales de la plus faible tranche de 20 % de la population n'a presque pas changé.

La valeur nette a augmenté considérablement pour les unités familiales dont le principal soutien économique était âgé de 55 ans et plus, tandis qu'elle a diminué pour les unités familiales plus jeunes.

La valeur nette des couples ayant des enfants est demeurée à toutes fins utiles inchangée en 1999 comparativement à 1984. En revanche, les unités familiales ayant à leur tête une personne âgée et les couples sans enfant sont ceux qui s'en sont tirés beaucoup mieux. La valeur nette médiane des personnes seules âgées a augmenté de 69 % de 1984 à 1999, tandis qu'elle a enregistré une hausse de 42 % chez les familles de personnes âgées et les couples sans enfant à la maison.

Même si leur valeur nette médiane a progressé au cours de la période de 15 ans, les familles monoparentales étaient, somme toute, en beaucoup moins bonne situation financière que tout autre type d'unité familiale en 1984 et en 1999.

Variation des avoirs: les placements dans les REER ont progressé six fois plus rapidement

Le changement le plus important à survenir dans la composition des avoirs depuis l'enquête de 1984 concerne les sommes placées dans les REER.

La valeur globale des REER était de 6,4 fois supérieure en 1999 à celle enregistrée en 1984, mesurée en dollars constants de 1999, ce qui représente de loin la croissance la plus forte de toutes les catégories d'avoirs. Par comparaison, le total des avoirs était de 1,8 fois plus important en 1999 qu'en 1984.

En plus de la forte cotisation aux REER, des modifications apportées vers la fin des années 1980 aux dispositions législatives réglementant les régimes de retraite d'employeurs ont permis à bon nombre d'employés de quitter leur emploi et de verser leurs droits à pension constitués dans un REER immobilisé. Ces sommes sont comprises dans le montant des REER pour 1999. En 1984, elles étaient plus souvent qu'autrement laissées dans le régime de retraite. Rappelons que les avoirs sous forme de droits à pension ne font pas partie ni de la présente estimation de la valeur nette de 1999 ni de celle de 1984.

En 1999, environ 55 % des unités familiales détenaient un REER, en forte hausse par rapport aux 28 % enregistrés en 1984. L'augmentation

la plus marquée est survenue au sein du groupe des 25 à 34 ans, où la proportion d'unités familiales ayant un REER a plus que doublé, passant de 23 % à 59 %.

La valeur médiane d'un REER a atteint 20 000 \$ en 1999, soit 2,1 fois plus qu'en 1984. Pour les unités familiales dont le principal soutien économique était âgé de 55 à 64 ans, le REER médian était de 50 000 \$ en 1999, soit 3,3 fois celui de 1984.

Variation des dettes: les prêts étudiants ont sextuplé

Un autre changement remarquable au cours de cette période de 15 ans a été la croissance de l'endettement résultant des prêts étudiants.

Le montant global des prêts étudiants non encore réglé était 6,2 fois plus élevé en 1999 qu'en 1984. Plus de 1,4 million d'unités familiales ont déclaré des dettes liées à des prêts étudiants en 1999 comparativement à 490 000 en 1984.

L'endettement médian est passé de 3 400 \$ à 7 300 \$.

Le rapport intitulé *Les avoirs et les dettes des Canadiens: un aperçu des résultats de l'Enquête*

sur la sécurité financière (13-595-XIF, gratuit) est maintenant accessible dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). Des tableaux de données sommaires sont également accessibles sans frais sous les rubriques *Le Canada en statistiques*, puis *La société, Familles, ménages, logements et Avoirs et dettes*.

Des tableaux intitulés *Composition de l'avoir et de la dette détenus par l'ensemble des unités familiales, Canada, régions et provinces, 1999* (13F0040XDB, 60 \$), *Unités familiales et valeur nette selon le groupe de valeur nette, Canada, régions et provinces, 1999* (13F0041XDB), 60 \$) et *Valeur nette des familles économiques, des personnes seules et de l'ensemble des unités familiales selon certaines caractéristiques des familles, Canada, régions et provinces, 1999* (13F0042XDB, 60 \$) sont également disponibles.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services aux clients au (613) 951-7355 ou composez sans frais le 1 888 297-7355 (revenu@statcan.ca), Division de la statistique du revenu. ■

NOUVEAUX PRODUITS

Les avoirs et les dettes des Canadiens: un aperçu des résultats de l'Enquête sur la sécurité financière, 1999

Numéro au catalogue: **13-595-XIF**
(Gratuit).

Composition de l'avoir et de la dette détenus par l'ensemble des unités familiales, Canada, régions et provinces, 1999

Numéro au catalogue: **13F0040XDB** (60\$).

Unités familiales et valeur nette selon le groupe de valeur nette, Canada, régions et provinces, 1999

Numéro au catalogue: **13F0041XDB** (60\$).

Valeur nette des familles économiques, des personnes seules et de l'ensemble des unités familiales selon certaines caractéristiques des familles, Canada, régions et provinces, 1999

Numéro au catalogue: **13F0042XDB** (60\$).

Produit intérieur brut par industrie, décembre 2000

Numéro au catalogue: **15-001-XIF** (11\$/110\$).

Ventes de véhicules automobiles neufs, janvier 2001
Numéro au catalogue: **63-007-XIB** (13\$/124\$).

Permis de bâtir, janvier 2001

Numéro au catalogue: **64-001-XIF** (14\$/145\$).

Exportations par pays, janvier-décembre 2000

Numéro au catalogue: **65-003-XMB** (62\$/206\$).

Exportations par pays, janvier-décembre 2000

Numéro au catalogue: **65-003-XPB** (124\$/412\$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet, -XMB ou -XMF, la version micro-fiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB, la version électronique sur disquette et -XCB, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander les produits par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez: **1 800 267-6677**

Pour les autres pays, composez: **1 613 951-7277**

Pour envoyer votre commande par télécopieur: **1 877 287-4369**

Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte: **1 800 700-1033**


Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6.

Veillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à order@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca) sous les rubriques *Produits et services et Publications payantes* (\$).

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001F *Quotidien* 11 (210) (50) (00000001)



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 8 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30



PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la pénurie associée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recouru. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements au travail par semaine en transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'égard de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a été, comme d'habitude, une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Enquête sur les anticipations à court terme 10
- Ajuste en termes réels, septembre-juin 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Julie Bélanger (613) 951-1187, julie.belanger@statcan.ca

Chef de la Diffusion officielle: Madeleine Simard (613) 951-1088, madeleine.simard@statcan.ca

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2001. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.